



LE CONFLIT DE CÔTE D'IVOIRE ET LA GUERRE EN LIBYE :

Escalades de la recolonisation française en Afrique

Eugenio Nkogo Ondó
Email : eugenionkogo@yahoo.es
16 mars 2012

Après le bombardement de la résidence officiel du président Laurent Gbagbo, en Abidjan, et son arrestation par les forces françaises de la Licorne qui ont mené Alassane Ouattara au pouvoir, après l'éclatement de la guerre en Libye, Demba Moussa et moi, nous avons cru qu'il fallait interroger les faits dans un troisième ouvrage collectif qui porterait le titre expressif de: *L'impérialisme humanitaire à l'assaut de l'Afrique*, dont il m'a envoyé le projet de note conceptuelle, tandis que Makhily Gassama, coordinateur général de deux ouvrages antérieurs, nous proposait le titre de *Besoin d'Afrique* qui, à notre avis, ne pouvait pas atteindre le but marqué. C'est pourquoi nous avons pris la décision de destiner quelques articles à la dénonciation de l'agression impérialiste. Vers le 10 septembre 2011, Demba a lancé celui-ci : « Libye : réflexions sur une guerre » et un peu plus tard, le 22 octobre, « L'Otan a assassiné Kadhafi! ». De mon côté, ayant publié « Francia contra Laurent Gbagbo » (« La France contre Laurent Gbagbo »), *Diario de León*, le 10 février 2011, je reprends le sujet avec cet article structuré en dix points :

1. Les damnés de la terre de l'empire néocolonial français.
2. Criminelle Françafrique.
3. Gbagbo, parmi les grands insoumis.
4. L'UA au service de Sarkozy
5. Séquences des voix africaines contre Sarkozy
6. Ouattara, démission.
7. Du coup d'État de la Licorne en Côte d'Ivoire au crime contre l'humanité en Libye.
8. L'UA bis au service des intérêts occidentaux.
9. « Le néo-colonialisme est plus dangereux que le colonialisme »
10. Le retrait de l'armée d'occupation française !

1. Les damnés de la terre de l'empire néocolonial français

Les damnés de la terre nous rappellent le nom de Frantz Fanon, le psychiatre afro-martiniquais et révolutionnaire qui a vécu sur place le début de l'empire néocolonial français



en Algérie. Il semble que le cours de cette histoire évoque les mêmes circonstances. Il nous suffirait de jeter un coup d'œil sur la carte géopolitique africaine pour constater l'influence du néocolonialisme français. Si bien le continent africain soit entièrement néo-colonisé, cependant, le conflit de Côte d'Ivoire ainsi que la guerre en Libye sont, à vrai dire, des escalades de la recolonisation française. Tel que l'on souvient, au moment où le général de Gaulle se disposait à inaugurer la Vème République, essayait de mettre en marche les principes essentiels de son fameux discours de Brazzaville. Le 30 janvier 1944, il soutenait que pour qu'il eût de progrès en Afrique francophone, ses « hommes » devaient « s'élever peu à peu jusqu'au niveau où ils seront capables de participer chez eux à la gestion de leurs propres affaires. » Cette idée peut être considérée comme le centre de son discours tellement ambigu, où l'on constate, d'une part, l'exclusion absolue du mot « indépendance » et, d'autre part, l'identification du progrès avec la simple participation « à la gestion de leurs propres affaires », ce qui exclut à la fois la possibilité de laisser assumer les intéressés la responsabilité de diriger leurs pays. À ce projet politique déguisé on ajoute un autre d'une grande envergure, celui de rappeler ces Africains qu'ils étaient dans l'obligation de participer à la drôle de guerre. Puisque la France est envahie par les troupes allemandes, le général doit mener au bout le recrutement des soldats très « capables » parmi ces « hommes » qui, après avoir formé l'un des groupes les plus forts pour combattre l'ennemi, ils seront délaissés et renvoyés chez eux pour entrer dans la catégorie des « Anciens combattants », éparpillés dans toute l'Afrique francophone, dont les survivants ont pu eux-mêmes témoigner ce qu'ils ont fait pour sauver la France.

En 1947, à la création du RPF, le jeune lieutenant-colonel Jacques Foccart, qui a été chargé d'importantes missions de la Résistance, rejoint le fondateur: « Général, me voilà ! ». C'est à partir d'ici qu'il s'occupe des affaires franco-africaines. Il y aura une relation personnelle la plus étroite, entre eux, qui sera chaque fois visible et prépondérante jusqu'à en avril 1969, quand de Gaulle, chef d'État pendant onze ans, démissionne à cause de l'échec de sa politique sur la réforme du Sénat et la régionalisation. C'est ce jeune lieutenant-colonel qui deviendra le puissant *L'homme de l'ombre*, à qui Pierre Péan a destiné un volume, et sera chargé par le général de la tâche de concrétiser le projet de la constitution de la Communauté Franco-africaine, en mai 1958.¹ Pour lancer un référendum dans toutes les colonies, de Gaulle lui-même voyage en Afrique vers la fin d'août, où il compte réussir. Mais, Ahmed Sékou Touré, « le plus audacieux des nationalistes africains », en découvrant le piège qu'on venait de les tendre, l'avait rejeté parce qu'elle s'opposait à la volonté de la majorité des Guinéens et avait assumé, en définitive, que: « Nous préférons la pauvreté dans la liberté à l'opulence dans l'esclavage.² » Le 28 septembre 1958, le peuple guinéen, avec un 97,12% des suffrages, ayant dit « non » à ce qu'il croyait une mauvaise farce, le pays devint indépendant le 2 octobre de la même année. À partir de ce moment-là, on a reconnu que de Gaulle s'est laissé tomber sous l'avis de très mauvais conseils. La Guinée devait subir le terrible boycott de l'ancienne puissance colonisatrice. « Tous les fonctionnaires, ingénieurs,

¹. Foccart parle, entretiens avec Philippe Gaillard, tome 1, Fayard/Jeune Afrique 1995, p. 35, 61, 70, 87, 127.

². Rolf Italiaander, *La hora de África*, traducción del alemán de Ana F. Descatllar, Editorial Seix Barral, S. A., Barcelona, 1961, p. 310-311. Et Joseph Ki-Zerbo, *Histoire de l'Afrique noire*, Hatier, Paris, 1978, p. 513.



maîtres, médecins, en général, tous les Français, en tant que simples particuliers qui ne vivaient pas en Guinée, étaient appelés à la métropole. Par représailles, on avait vidé toutes les caisses du trésor et on embarqua les armes de la Police, la bibliothèque du ministère de la Justice et les meubles du palais du gouverneur. Beaucoup des Français ont coupé les lignes électriques, détruit les téléphones et, en général, laissé tellement arrêtés presque toutes les installations techniques; ont abattu les arbres fruitiers, dévasté les jardins potagers et les bâtiments, et dans les murs de ces ruines on écrit des phrases insultantes ; un bateau chargé de cinq mille tonnes de riz destiné au ravitaillement de la population avait eu aussi l'ordre de rentrer immédiatement en France sans arrimer le chargement. La Guinée était au bord de la catastrophe, ou du moins devait faire face à une situation politique et économique très difficile. Quelques Français sensés avertirent Paris des conséquences défavorables de cette décision qu'ils croyaient incorrecte, mais le gouvernement ne tint pas compte de leur jugement.³ » On éprouvera que, c'est précisément cette politique outrancière qui a toujours défini la relation de la France avec ses colonies africaines et, désormais, la définira par rapport aux ex colonies.

La Guinée Conakry, ayant fait choix de son indépendance, devait commencer par zéro et surgir de rien. Son régime récriminé comme les pires du monde et son leader, Sékou Routé, devint l'un des diables de l'enfer dans la presse occidentale, tandis que tous les autres dirigeants qui avaient en aveugle approuvé le référendum proposé étaient portés au royaume des cieux. Si le général de Gaulle avait éliminé le mot *indépendance* de son discours de Brazzaville, en 1944, c'est précisément parce que toutes les colonies françaises en Afrique ne devaient jamais songer à devenir réellement des pays indépendants, après 1960. Ainsi, le statut de la Communauté Franco-africaine était évidemment l'inauguration officielle de l'empire néocolonial français, où tout le monde allait être contrôlé à bras raccourcis.

2. Criminelle Françafrique

L'énoncé de ce deuxième point invite à faire un effort pour déterminer, d'abord, la nature de l'organisation politique qui nous concerne et, ensuite, de ses activités. En principe, même si le terme n'ait pas été employé à l'unanimité et qu'on ait attribué sa paternité à Houphouët-Boigny, on comprend que la Françafrique, telle qu'elle est née, «désigne une nébuleuse d'acteurs économiques, politiques et militaires, en France et en Afrique, organisée en réseaux et lobbies, et polarisée sur l'accaparement de deux rentes : les matières premières et l'aide publique au développement. La Logique de cette ponction est d'interdire l'initiative hors du cercle des initiés. Le système, autodégradant, se recycle dans la criminalisation. Il est naturellement hostile à la démocratie. Le terme évoque aussi confusion, une familiarité domestique louchant vers la privauté.⁴ » Autrement dit, c'est la constante de la structure

³ Rolf Italiaander, *La hora de África*, o. cit. p. 311.

⁴ François-Xavier Verschave, *La Françafrique, le plus long scandale de la République*, Éditions Stock, 1998, 1999, p. 175.



militaire indestructible et mafieuse tissée, en forme d'une toile d'araignée, par Foccart au cours de la décennie 1950-1960, où il a fait recours « à divers stratagèmes propres aux organisations et sociétés secrètes : formations de réseaux de renseignement, [...] enquête sur les opinions politiques des administrateurs et fonctionnaires coloniaux, [...] tentatives de « noyautage » des milieux d'affaires français installés en Afrique.⁵ » D'après cette description qui rend le monde entier stupéfié, la Françafrique ne peut être conçue que le règne de l'atrocité, ce qui invite à son tour à interroger sa dimension criminelle. Celle-ci constitue l'objet d'étude de la deuxième partie de *La Françafrique, le plus long scandale de la République*, où François-Xavier Verschave commence par nous mettre au courant des « Massacres en pays bamiléké », au Cameroun. Rappelons que l'armée française, commandée par le colonel Jean-Marie Lambertson et le capitaine Georges Maïtrier, dévasta cette région révolutionnaire et massacra « de 300000 à 400000 personnes. Un vrai génocide », ayant assassiné Ruben Um Nyobé, le 13 septembre 1958, sa figure charismatique et père de la révolution camerounaise, sous prétexte de lutter contre les terroristes. Rappelons encore que « ce crime de guerre à relents racistes, si ample et si prolongé, est proche du crime contre l'humanité.⁶ » En cours de la légalisation ou de la définition des partenaires de la nouvelle alliance francophone, on annonce, à Paris, « l'indépendance fictive » du Cameroun autonome, comme on le fera pour toutes les autres colonies, un statut que le premier ministre André-Marie Mbida n'est pas prêt à assimiler. Celui-ci sera remplacé par Amadou Ahidjo qui, « sans être exactement ce qu'on appelle un illettré... n'a pas fait d'études à proprement parler.⁷ », accepte la fonction de porte-drapeau de la mise au point de la criminalité gaulliste-foccartiste et devient son favori pour être à la tête de la République... Ahidjo, en complaisance de ses maîtres, ne tardera pas à mettre immédiatement Mbida en prison, à Yaoundé, et puis à arrêter les autres principaux leaders de l'opposition qui furent envoyés en prison à Garoua et à Maroua, pour avoir refusé de se joindre à son Parti unique, l'UC. La prison centrale de Yaoundé se trouvait, je crois que se trouve encore, à quelques deux ou trois kilomètres du palais présidentiel et celui du premier ministre, où moi-même, en 1963, j'ai été près de ce grand homme de la politique camerounaise, André-Marie Mbida, un autre révolutionnaire qui, de même que Nyobé, visait plus haut: acquérir l'indépendance totale du pays natal, mais, ayant été jeté aux oubliettes néocoloniales, a subi des sévices inhumains qui le rendirent aveugle et gravement malade, transporté à Paris, est mort le 2 mai 1980 à l'hôpital de la Pitié-Salpêtrière...

En Europe, les Services Secrets français procédaient à la persécution sans trêve des nationalistes, pour effacer les traces du mouvement indépendantiste bamiléké. Sans délai, Foccart confie l'opération au Franco-Suisse William Bechtel, « un anticommuniste de choc, ancien commando d'Indochine et chargé du maintien de l'ordre chez Simca, contre la C G

⁵. Robert Bourgi, *Le général de Gaulle et l'Afrique noire, 1940-1969*, université de Paris I, thèse de doctorat d'État en Sciences Politiques, 1978, p. 50, cité par François-Xavier Verschave, *La Françafrique*, o. c. p. 99.

⁶. François-Xavier Verschave, *La Françafrique*, p. 89, 91 y 108.

⁷. Mongo Beti, *Main basse sur le Cameroun, autopsie d'une décolonisation*, préface inédite de Odile Tobner, Éditions François Maspero, Paris, 1972, 1977. Éditions des Peuples noirs, Rouen, 1984 et Éditions La Découverte, Paris, 2003, 2010, p. 47-48.



T », qui, le 15 octobre 1960, à Genève, « empoisonne au thallium le chef d'UPC (Union des Populations du Cameroun) Dr Félix Moumié, le successeur de Ruben Um Nyobé.⁸ À son tour et en conformité avec Paris, le régime d'Ahidjo donnait sans cesse la chasse aux hommes redoutables dudit Parti politique: Ossendé Afana, le plus brillant des universitaires camerounais, est tué en 1966 et Ernest Ouandié, capturé en 1970 et condamné à mort, est fusillé publiquement en 1971...

Si plusieurs auteurs, tels que Mongo Beti, *Main basse sur le Cameroun, autopsie d'une décolonisation*, que nous venons de citer; Ruben Um Nyobé *Le problème national camerounais* (discours rassemblés par Achille Mbembé), 1984 ; Max Bardel et Nina Thellier, *O.K. Cargo !*, 1988, Dieudonné Oyono, *Avec ou sans la France ? la politique africaine du Cameroun depuis 1960*, 1990 ; et autres, ont consacré des meilleures monographies à dénoncer les crimes commises par l'intervention ou par l'aide des forces armées françaises au Cameroun, en particulier, avant et après l'indépendance, cela veut dire que s'il s'agissait de l'Afrique francophone, en général, on découvrirait sans doute un nouveau et vaste domaine de la recherche scientifique concernant la criminalité au XXe et au XXIe siècle. En raison de cette hostilité prédéterminée, on devait anéantir les pays qui auraient voulu se détacher de la France, pour atteindre sa véritable indépendance, et punir ou éliminer leurs dirigeants, s'il en devenait nécessaire. Pour soutenir son nouvel empire, la France fait le gendarme et installe ses forces armées et ses entreprises en Afrique, à fin de sauver seulement les régimes camouflés sous les démocraties truquées qui répandent la terreur au sein de leurs territoires. N'importe comment, Elf Aquitain, Total, Areva, France Télécom, etc. jouent le même rôle que les bases de parachutistes situées au Gabon, au Sénégal ou en République Centrafricaine... En protégeant L. Sédar Senghor, Houphouët-Boigny et d'autres bons représentants des intérêts français, on devait liquider rapidement tous ceux qui étaient censés semer la zizanie dans le « statu quo » ; le plus proche était Sylvanus Olympio. Pour se débarrasser de lui et déstabiliser son pays, il fallait former trois commandos. Le premier sous la direction du sergent de l'armée française Etienne Gnassingbé Eyadéma qui, à vingt-sept ans, vient d'être démobiliser au terme de la guerre d'Algérie. Le deuxième, dirigé par Emmanuel Bodjollé qui, ayant recruté une équipe dans la région de Kara, au Nord du Togo, doit veiller à l'ordre du camp militaire de Tokoin, base des opérations putschistes, à quelques cinq kilomètres de la villa présidentielle. Le troisième commando est dirigé par un autre sergent, Robert Adewi, qui a réussi à arrêter presque tous les ministres, en leur conduisant à Tokoin. C'est Eyadéma et une dizaine d'assaillants qui matérialisent le coup. En arrivant au palais présidentiel, vers 1 heure du matin, ils ont défoncé la porte et fouillé la maison, en repoussant contre le mur la première Dame, Dina Olympio, ses enfants et les domestiques, mitraillent les placards, s'acharnent sur la bibliothèque. Déçus par l'absence de celui qu'ils devaient liquider, Eyadéma donne immédiatement un coup de fil à l'ambassadeur de la France à Lomé: « Allô ! Monsieur Mazoyer ? Nous sommes chez lui ! Il a disparu. »

En effet, le palais présidentiel se trouvait, se trouve, au bord de l'océan, entre la route d'Anécho et la rue Vauban, devant l'ambassade des États-Unis, du Centre Culturel

⁸. François-Xavier Verschave, *La Françafrique*, p. 104-105.



Américain y de la résidence du vice-consul. Le président de la République est sorti par l'une des fenêtres de derrière du rez-de-chaussée, a traversé le passage privé et, ayant sauté un mur de 1,30 mètres de hauteur, de l'ambassade, entre dans son parking et continue vers l'entrée d'un autre passage aussi privé qui donne accès aux autres bâtiments diplomatiques et, puis, il s'assoit sous un arbre... Monsieur Henri Mazoyer, ambassadeur de la France, sachant où le chef d'État se cachait, appelle à son collègue, Monsieur Léon B. Poullada, ambassadeur des États-Unis, pour lui mettre au courant de l'affaire et lui assurer à la fois qu'il s'est réfugié chez lui. La situation s'aggrave d'une heure à l'autre. M. Poullada quitte son domicile, à trois kilomètres de là, et arrive à l'ambassade vers 5 heures, mais il doit négocier avec les insurgés pour y entrer. Ce faisant, il emprunte une lampe-tempête au veilleur de nuit et inspecte la cour, où il entend l'appel chuchoté d'Olympio, qui lui résume la « situation limite ». Ne pouvant pas l'abriter dans les bureaux de l'ambassade parce que le personnel n'est pas arrivé, et lui même n'a pas pris les clefs, l'ambassadeur américain essaie de retourner à son domicile, étant interpellé à la sortie par les rebelles. Chez lui, il appelle M. Henri Mazoyer, pour lui témoigner ce qu'il a vu. L'interlocuteur l'invite à ne pas s'immiscer dans un conflit togolais et à écarter la possibilité d'octroyer l'asile au président. Au téléphone, M. Poullada réveille son vice-consul, Richard Storch, qui habite juste en face de l'ambassade, pour lui demander de veiller au grain.

En attendant, en va-et-vient à la base centrale de Tokoin, les putschistes se sont réunis chez le sergent Robert Adewi. Vers 6 heures du matin, ils reçoivent un émissaire du commandant Georges Maïtrier qui, après avoir détaillé la cachette d'Olympio, les transmettait ensuite l'ordre de l'ambassadeur Henri Mazoyer pour « *achever le travail commencé* ». C'est ainsi que les trois sergents de l'armée française, Eyadéma, Bodjollé et Adewi, ont pris la décision de repartir à l'ambassade américaine pour accomplir ladite mission. En escaladant le mur d'enceinte, ils voient que le Président « *était blotti sous le volant d'une Plymouth de l'ambassade, garée là.* » Devant leur prisonnier, ils devaient agir en conséquence: « Nous t'avons repéré, sors de là ! » *Olympio a répliqué* : « D'accord, j'arrive. Où m'emmenez-vous ?- Au camp militaire, *avons-nous répondu...* » Les jeux sont faits, Eyadéma a pris la décision de mettre fin à ce premier chapitre de la criminalité impunie. Sans hésiter, tire trois fois à la poitrine et l'abdomen du président Olympio, lui coupe les veines avec le poignard et taillade la cuisse gauche avec la baïonnette. « *C'est comme ça que je faisais en Algérie, pour m'assurer que mes victimes étaient bien mortes* ». C'est la déclaration solennelle qu'Eyadéma, l'héros de l'armée française, en racontant le surlendemain tous les détails de l'assassinat, a fait à deux journalistes : Chavel du *Figaro* et Pendergast, de *Time Life*.⁹ Par la force des choses, Richard Storch, le vice-consul américain, ayant été témoin oculaire de l'assassinat du premier chef d'État de l'Afrique francophone, ordonné par le gouvernement français, et Léon B. Poullada, l'ambassadeur, ont dû faire des comptes rendus de l'affaire à leur pays.

⁹. Télégramme du Département d'État américain en date du 17/01/1963, reproduit par *Black* du 15/05/1985, et Mémoire du vice-consul Richard L. Storch en date du 15/01/1963, reproduit par *Black* du 15/05/1985, cités par François-Xavier Verschave, *La Françafrique*, p. 109-116.



Après cette trahison sanglante, Nicolas Grunitzky, l'un des poulains de Jacques Foccart, est porté à la présidence de la République. Quatre ans plus tard, le même Eyadéma, essayant une fois encore de tromper le peuple, le 13 janvier 1967, date de l'anniversaire de l'assassinat d'Olympio, prend le pouvoir par un coup d'État militaire. Il avait semé la terreur au Togo jusqu'à sa mort le 5 février 2005, lorsque lui succéda son fils Faure Gnassingbe qui était proclamé frauduleusement président, le 24 avril de la même année, par un coup d'État électoral organisé, comme d'habitude, par le gouvernement français. Tel qu'on avait soutenu pendant trente-huit ans Gnassingbé Eyadéma, il fallait lancer aux quatre coins de la terre que le régime de son fils, Faure Eyadéma, était, comme celui de son père, l'un des « plus reconnus par la Communauté Internationale ».

Le boycott subi par la Guinée Conakry, les « massacres en pays bamiléké » et les assassinats de Ruben Um Nyobé, Félix Moumié et du président Olympio ont été des grandes leçons que les dirigeants de la Françafrique devaient apprendre à la lettre. Ils ont assumé que l'insoumission devenait un délit qu'au plus haut degré réclamait la peine capitale. Malgré tout, le 18 février 1964, le président Léon est écarté, sans un coup de feu, par les officiers gabonais, formés à Saint-Cyr, qui confient le pouvoir à Jean-Hilaire Obame. Même si le nouveau régime n'était pas hostile à la France, néanmoins, Jacques Foccart et son général, de Gaulle, le jugent dangereux et donnent le feu vert à l'intervention de l'armée française. Le 19 février, deux régiments de parachutistes, l'un, le 7^e PRIMA, basé à Dakar, et l'autre, basé à Bouar, en Centrafrique, débarquent à Libreville. Un des officiers français est l'ami de promotion d'un lieutenant gabonais assiégé. Avant d'entrer en combat, interpelle son collègue :

« -Rends-toi, nous te traiterons en officier.

-Non, vous humiliez le peuple gabonais, je ne me rendrai pas !

-Je t'ai en ligne de mire, je vais te tuer si tu ne viens pas...

-Tue-moi, je préfère la mort à la honte.

C'est idiot...

Comme une quinzaine de ses hommes, l'officier gabonais est abattu.¹⁰ »

Ainsi les officiers français rétablissent Léon Mba au pouvoir contre la volonté générale du peuple gabonais et Jean Obame et ses collaborateurs étaient mis en prison. À la mort de Léon Mba, à Paris, en 1967, Albert Bernard Bongo (Omar Bongo), un autre poulain de Foccart et « grand ami de la France » qui, ayant soutenu l'un des régimes plus dictatoriaux et corrompus de l'Afrique pendant plus de quarante ans, est mort à la clinique Quirón, à Barcelone, Espagne, en juillet 2009. De même qu'au Togo, Ali Bongo a succédé à son père à la présidence de la République, par un autre coup d'État électoral organisé par l'Hexagone.

¹⁰ Pierre Péan, *Affaires africaines*, Fayard, 1983, p. 308, cité par François-Xavier Verschave, *La Françafrique*, p. 133.



En souvenant que le Gabon, le Congo-Brazza et le Cameroun sont des pays cogérés par Elf Aquitaine, on a bien signalé que «le triangle Paul Biya-Elf-APD s'apparente au triangle des Bermudes.¹¹» Quant au président Biya, en particulier, le professeur Jean Ziegler a déclaré, à Genève, le 13/8/2011, au Cameroonvoice.com/radio/radio, que « Le peuple camerounais ne mérite pas ce genre de dirigeant d'un autre âge [...] qui passe son temps à l'hôtel international et se balade au bord du lac Léman »...

Si l'on fait allusion à la destitution de Modibo Keita, au Mali, en 1968, et le renversement de Hamani Diori, au Niger, en 1974, on est obligé d'évoquer le nom du grand insoumis, Thomas Sankara, le révolutionnaire burkinabè, qui, s'opposant à François Mitterrand comme Sékou Touré s'opposa au général de Gaulle, était finalement assassiné, le 15 octobre 1987, avec 12 de ses compagnons par un coup d'État militaire, en complicité avec les autorités françaises qui donnèrent plein pouvoir à leur vassal Blaise Compaoré. Celui-ci a réussi à imposer jusqu'aujourd'hui un silence absolu sur l'enquête correspondante. Rabâchons toujours les mêmes choses : tous les régimes dictatoriaux et corrompus de l'Afrique représentent les deux vitesses du néocolonialisme intérieur et extérieur. Le premier, c'est le contrôle épouvantable de l'oligarchie locale sur le reste de la population et, le deuxième, c'est évidemment le contrôle politique, économique, militaire et médiatique de « faux amis » étrangers qui veillent aux bénéfices de circonstances. Ici, dans la Françafrique, tous les dirigeants sont obligés d'exécuter les ordres de l'Élysée, sont obligés de défendre les intérêts des multinationales françaises et en appauvrir jusqu'aux dos les masses de leurs pays. Autrement, ils deviennent délinquants à cause de leur insoumission. Outre la double exploitation forcée, les trésors des États africains font l'objet de cambriolages divers. Voilà celui-ci : en mars 1988, lors d'un séjour à Nice, le Maréchal Mobutu Sese Seko charge « son conseiller spécial Nkema Liloo de remettre en main propre à M. Chirac cinq millions de francs français, à titre de contribution personnelle à son budget électoral.¹² » Après cette donation faite à... on est prêt à suivre quelques pas la route du partage du gâteau africain à Paris. Le « Monsieur Afrique » de Nicolas Sarkozy, Robert Bourgi, nous apporte l'un de ses meilleurs témoignages:

«Les 2 millions que Mobutu a fait sortir, en 1995 et 1996, d'une grande banque des Champs-Élysées, afin que Bourgi les porte à Dominique de Villepin ; les 5 millions de dollars de Bongo, jusqu'à ce que le président du Gabon « mette à la diète » l'intéressé en 2005 ; les 2 millions de Sassou, acheminés à l'Élysée, au Quai d'Orsay, à la Place Beauvau et à Matignon ; le million d'Abdoulaye Wade et l'autre million donné par Obiang Nguema lors d'un déjeuner place Beauvau qui réunissait Abdoulaye Wade, Karim, son fils, Obiang, Bourgi et Dominique de Villepin.¹³» On admet couramment que tout est conforme « à une tradition bien établie entre les chefs d'État africains et les candidats à l'Élysée- dans la perspective de la présidentielle.¹⁴ » À cette apport, on doit ajouter le fait que les pays

¹¹. François-Xavier Verschave, *La Françafrique*, p. 61-63.

¹². Idem., p. 227.

¹³. Pierre Péan, *La République des malles, enquête sur la principauté française de non-droit*, Fayard, 2011, p. 237.

¹⁴. Idem., p. 30.



intégrés dans le système néocolonial du franc CFA (alors que le franc n'existe même plus sur la terre de leurs maîtres) « sont obligés de déposer une partie de leurs devises dans le Trésor français, jusqu'à 20% de la couverture d'émission monétaire. De plus, la libre convertibilité de la monnaie de chaque sous-zone, ici la Banque des États d'Afrique centrale, la Banque centrale des États d'Afrique de l'Ouest et la Banque centrale des Comores, sont obligées de garantir l'ouverture d'un compte d'opérations auprès du Trésor français, où lesdites banques centrales africaines doivent déposer 50% de leurs avoirs extérieurs nets. » Voir « 55% depuis janvier 2007.¹⁵ »

Tout compte fait, on constate les grandes barrières qui font obstacle au développement des pays africains.

3. Laurent Gbagbo, parmi les grands insoumis

Dans cette Françafrique criminelle, Laurent Gbagbo figure logiquement dans la liste des grands insoumis. Licencié en Histoire et engagé au mouvement syndicaliste ivoirien, une activité subversive pour le régime monolithique d'Houphouët-Boigny, Gbagbo sera, pour la première fois, emprisonné presque deux ans (1971-1973). Chercheur et fondateur du FPI (Front Populaire Ivoirien), prend son exil en France, après les grandes manifestations d'étudiants de 1982. À vrai dire, il n'a jamais été préféré par aucune idéologie politique métropolitaine, ce qui devient une évidence logique, étant donné qu'autant la droite que la gauche française doivent toujours suivre le catéchisme de la doctrine de Jacques Foccart par rapport à tout ce qui concerne l'Afrique. Taxé de subversif par le gouvernement le plus ami de la France, il était un danger imminent pour les intérêts français et occidentaux. Donc, il n'y avait rien à faire avec lui. Rentré au pays six ans plus tard, en 1988, il présente sa candidature aux élections présidentielles de 1990 face à celle d'Houphouët-Boigny. Même s'il obtient un faible pourcentage des suffrages, il est reconnu comme le premier leader de l'opposition. À cause d'autres manifestations estudiantines, en 1992, au moment qu'Alassane Ouattara était premier ministre, Gbagbo est pour la deuxième fois arrêté et condamné deux ans de prison, mais il sera quelques mois libéré. Après la disparition d'Houphouët, en décembre 1993 et la durée des procédures concernant la succession, Gbagbo accède démocratiquement à présidence de la République en 2000. Il a affirmé, à cet égard, que « Quand j'ai pris le pouvoir, ils avaient sorti des charniers, il y avait des charniers, des assassinats. » Oui, pour l'empire néocolonial français et pour l'Occident, si Gbagbo, en tant que syndicaliste et chef de l'opposition, était un danger en puissance et, comme président de la République, était en train de passer aux actes.

¹⁵ Mahamadou Siribié, « Violence symbolique d'un discours crépusculaire », *L'Afrique répond à Sarkozy, contre le discours de Dakar*, Éditions Philippe Rey, Paris, 2008, p. 423. Et Demba Moussa Dembélé, « Le Sénégal 50 ans après : analyse d'un pacte néocolonial », *50 ans après, quelle indépendance pour l'Afrique ?*, Éditions Philippe Rey, Paris 2010, p. 117.



Par conséquent, il devenait urgent de lui compliquer l'existence et briser son projet, en déstabilisant le pays. En 2002, avait échoué un coup d'État organisé par Paris contre lui. Ainsi, la Côte d'Ivoire devint un pays divisé en deux : le Nord contrôlé par les putschistes, armés jusqu'aux dents, dont le chef suprême était Alassane Dramane Ouattara, et le Sud qui jouissait du contrôle du gouvernement légitime de Laurent Gbagbo. Lui-même et son régime ont subi constamment des chantages de Paris et d'UE, en leur privant de toutes sortes de soutient. De même, la Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), en tant qu'une organisation très soumise à la France et à l'Occident, l'avait privé de sa signature à sa Banque centrale (BCEAO). Gbagbo, essayant de résister à la recolonisation française, avait procédé à création de la nouvelle monnaie ivoirienne, le *mir*, qui devait être mise en circulation. Pour Sarkozy et son « lobby africain » de l'Élysée, ce niveau d'insoumission était inconcevable. Pour ne pas bouleverser la zone sous domination néocoloniale du franc CFA (sigle des fameuses « Colonies Françaises d'Afrique » et de l'actuelle « Coopération Financière Africaine »), il fallait écraser cette révolte intolérable. De propos délibéré, ils ont organisé la célébration des élections présidentielles. En soutenant économiquement et militairement leur candidat, ils déclaraient publiquement : « Ou Ouattara ou rien ». L'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONUCI), ayant renoncé à sa mission protectrice, ayant renoncé à désarmer les rebelles, a assumé le plan imposé par le président Sarkozy. L'expérience accumulée nous a mis en garde contre ces procédés. Après l'assassinat de Patrice Lumumba, le 17 janvier 1961, au Congo, par les forces belgo-katangaises, où les casques bleus de ONU ont été abandonnés en mains de ses bourreaux « et l'Amérique du Nord, puritaine, a fermé les yeux pour ne pas voir le sang », comme le dénonça Jean-Paul Sartre, tous ceux qui sont engagés à la lutte pour la libération de l'Afrique, tel que Kwame Nkrumah l'a déclarée, auront l'événement encore présent à la mémoire et se rendront compte que l'ONU et tous les organismes internationaux ont toujours été manipulés par les intérêts des puissances néocoloniales et qu'ils ne peuvent jamais défendre le bien-être des pays africains. À la face de ce piège impérialiste, la grande majorité du peuple ivoirien a pris conscience de la situation ... « *Pour la première fois depuis le 11 avril 2011, le ministre Ahoua Don Mello, porte-parole du gouvernement Aké N'Gbo, sort du silence et confirme, preuves à l'appui, ce que nous savions déjà : le président Laurent Gbagbo est bel et bien le vainqueur du scrutin présidentiel de novembre 2010* ». Dans sa longue et pénétrante analyse, en plus de trois pages, a fait une déclaration solennelle à la presse et, entre autres et nombreuses considérations, a annoncé ce qu'il appelle « ma part de vérité » :

« L'absence du représentant d'un candidat n'est pas une situation de fraude en l'état actuel des règles de la CEI. Le résultat obtenu en ne retenant que les procès verbaux valides au stade actuel des moyens d'investigation (absence de liste d'émargement, d'urnes contenant les bulletins de votes) est le suivant : -Nombre de suffrages exprimés : 4 065 262 soit un taux de participation de 71% correspondant à peu près au chiffre annoncé par la CEI à la fermeture des bureaux de vote ; chiffres basés sur les listes d'émargement qui sont loin de 81% obtenus sur la base des PV.- GBAGBO Laurent 2 132 229 soit 52,45% –OUATTARA Alassane 1 933 033 soit 47,55%. Au vu des documents, la principale source de fraude



provient des commissaires de la CEI responsables des zones sous contrôle de la rébellion et des présidents des commissions locales qui ont pu faire disparaître 1032 procès verbaux sans aucune explication officielle.¹⁶» Malgré ce délit commis par les ouattaristes, Laurent Gbagbo a remporté une victoire éclatante, ce qui contrariait le plan néocolonial. C'est pourquoi les ambassadeurs de la France et des États-Unis ont pris contact avec Youssouf Bakayoko, président de la CEI, afin qu'il proclamât illégalement la victoire de leur candidat, Alassane Dramane Ouattara, une nouvelle qu'ils lancèrent aux quatre coins de la terre pour confondre le monde entier, en obligeant tout l'Occident, ses alliés, ses organisations et ses médias à accepter et à diffuser que celui-ci était « reconnu par la communauté internationale », le seul argument que la France a toujours tiré de ses fausses manœuvres pour promouvoir tous ces régimes de la Françafrique confiés à ses pantins. Tandis que le Conseil constitutionnel, l'organisme compétent, procédait à l'investiture de Laurent Gbagbo, légitimement élu et reconnu par le peuple ivoirien, les représentants diplomatiques de pays occidentaux assistaient frauduleusement à celle de leur favori, Ouattara, à l'hôtel du Golf.

4. L'UA au service de Sarkozy

Si la communauté internationale était aisément manipulée, Sarkozy devait concentrer son effort dans la chasse gardée française en Afrique, où tous ses vassaux et leur porte-parole Abdou Diouf, ex président du Sénégal et secrétaire général de la Francophonie, jetaient l'anathème sur Laurent Gbagbo. En obligeant la CEDEAO à entreprendre une intervention militaire, celle-ci l'a menacé de lui déclarer la guerre. Au sein de l'UA on avait créé le conseil de Paix et de Sécurité qui, à son tour, avait chargé un Panel, composé de cinq membres, de la responsabilité de trouver une solution à la crise, à savoir : les Présidents Mohamed Ould Abdel Aziz, de Mauritanie, Jacob Zuma, d'Afrique du Sud, Blaise Compaoré, du Burkina Faso, Jakaya Kikwete, de Tanzanie et Idriss Deby, du Tchad. La composition du Panel de l'UA renforce une fois encore la position favorable aux intérêts des puissances occidentales en Afrique : trois de ses membres appartiennent au cercle très militarisé et privé de la Françafrique : Ould Abdel Aziz, Idriss Deby et Blaise Compaoré, comme les autres chefs d'États de cette communauté, martyrisant leurs peuples, se proclament des amis de la France, étant le dernier impliqué dans l'assassinat de Thomas Sankara et déclaré *persona non grata* par tous les Ivoiriens qui s'opposaient à l'ingérence française; mais, comme il était encouragé par Jakaya Kikwete, Jacob Zuma sera finalement isolé. Celui-ci, après avoir participé à l'enquête faite à Abidjan, le 21 et 22 février 2011, a implicitement exprimé un jugement en faveur de Laurent Gbagbo, ayant refusé de recevoir l'ambassadeur de la France en Afrique du Sud. Quelques semaines plus tard, M. Zuma a changé brusquement et complètement d'avis. Ainsi à la 265^{ème} réunion du Conseil de Paix et de Sécurité tenue le 10 mars 2011, à Addis-Abeba, la Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et l'UA prennent, à l'unanimité, la décision de reconnaître

¹⁶. Ivorian.Net-4/8/2011, p. 1 de 1 et 1 de 2.



Alassane Dramane Ouattara comme vainqueur du deuxième tour des élections présidentielles du 28 novembre 2010, en Côte d'Ivoire. Et, en même temps, elles demandent à Laurent Gbagbo de lui céder le pouvoir, afin qu'il puisse être investi par le Conseil constitutionnel. L'UA avait oublié tous les rapports de ses témoins oculaires des élections ivoiriennes, parmi lesquels se trouvaient les membres de la Coordination de la Mission Internationale des observateurs de la Société Civile Africaine (COMICSA), dont les témoignages étaient rassemblés par leur délégué, M. Compaoré Saïdou, qui avait dénoncé la violence et le désordre semé par les rebelles dans les régions de Korhogo, Mankono et Séguéla, en empêchant les militants et représentants du parti de Gbagbo d'exprimer leur vote. La décision de l'UA est l'une de plus grande humiliation de l'Afrique de nos jours. Si Thabo Mbeki avait félicité et remercié vivement Sarkozy pour son discours, niant l'historicité de « l'homme africain » à l'université Cheikh Anta Diop, en juillet 2007, un discours irrationnel qui a été la conséquence logique de la parution de l'ouvrage collectif *L'Afrique répond à Sarkozy, contre le discours de Dakar*, Jacob Zuma est le second président de l'Afrique du Sud qui s'est laissé tomber dans l'orbite de la domination française et de la soumission de la Françafrique. Il semble que l'Afrique du Sud n'est pas encore capable de secouer dans son entier le joug de l'*apartheid*. Peut-être un conseiller partisan de cet ancien régime aurait inspiré Mbeki de l'idée d'approuver ou de congratuler l'horrible discours de Sarkozy. On croyait que ce grand pays, après la prise du pouvoir par l'ANC et par Nelson Mandela, allait suivre la doctrine nkrumahiste de la lutte pour la libération totale de l'Afrique, tout au contraire, il s'est rangé curieusement du côté de l'impérialisme. De même, l'UA, au lieu de défendre l'intérêts des pays africains et de favoriser les moyens de leur développement, s'est prosterné devant Nicolas Sarkozy. En opposition radicale à cet opprobre jeté sur l'Afrique toute entière, il fallait continuer sans trêve la lutte pour son éventuelle libération. Dans ce combat implacable, la diaspora africaine s'est vu dans l'obligation de lancer sa voix contre ladite recolonisation, ainsi organisa la grande marche sur l'ONU, le 30 mars 2011, dans laquelle tous les ressortissants Africains vivant en Amérique dénoncèrent les déclarations mensongères que les dirigeants de l'ONUCI ne cessaient de servir à la communauté internationale. Le camerounais Charles OBAME, l'un des organisateurs de l'événement a très bien présenté les causes de la situation politique en question :

« Si tous ceux qui observent les développements de la crise ivoirienne sont sincères et honnêtes, ils se rendront compte que CHOI et BAN KI-MOON ridiculisent et enfoncent davantage l'ONU à chacun de leurs discours. Le représentant du secrétaire général de l'ONU en Côte d'Ivoire est un homme très dangereux pour la paix dans ce pays ; et nous tenons à ce que les gens le sachent ici aux États-Unis. Depuis 2002, une rébellion armée et financée par Ouattara massacre les Ivoiriens, des villages entiers sont attaqués et incendiés par les hommes de Ouattara ; l'ONU elle-même transporte à l'aide de ses chars et de ses avions tous les rebelles de Bouaké à Abidjan où ils tuent en plein jour. Elle les arme et leur sert de guide pour attaquer l'armée régulière... Tout cela n'a jamais été mentionné dans les rapports de CHOI. Il préfère compter des morts imaginaires et accuser GBAGBO ou son armée ; laquelle a pourtant perdu plus d'une cinquantaine de ses soldats tués par la coalition ONUCI-FRANCE et surtout les partisans de Ouattara qui font des marches pacifiques avec des armes



lourdes. Que le monde ne cherche pas ailleurs, l'instigateur principal des massacres en Côte d'Ivoire, le seul qui endeuille ce pays se nomme Alassane OUATTARA.¹⁷ » Ni Ban KI-Moon, ni les puissances néocoloniales qui exploitent les ressources en Afrique ont cru nécessaire d'arrêter ce carnage. C'est pourquoi Sarkozy s'estimait heureux d'avoir imposé une fois encore cet esprit de sacrifice aux Africains, comme dans l'ancien colonialisme, et se disposait à compléter les opérations militaires... La stratégie de ces sortes d'opérations militaires peut changer selon les circonstances. Au Togo, pour liquider Olympio, en 1963, le commandant Maïtrier et l'ambassadeur Mazoyer avaient chargé de l'affaire au commando d'Eyadéma. Au Burkina Faso, pour cribler Sankara et 12 de ses camarades, en 1987, les escadrons de Compaoré ont effectué le mandat de l'Élysée. Pour déstabiliser l'archipel des Comores, il suffisait à Jacques Foccart et son réseau «de faire débarquer Bob Denard et ses joyeux drilles ». M. Denard était le mercenaire par excellence et recruteur des mercenaires qui, entre 1978 et 1995, « a installé deux président, Ali Soilihi et Ahmed Abdallah ; il a écarté ou éliminé trois: les deux précédents, plus Saïd Mohamed Djohar.¹⁸ ». Au fait, il a été bien expliqué que la criminalité est devenue une constante dans la Françafrique. En Côte d'Ivoire, comme au Gabon en 1964, il fallait ordonner l'intervention de l'armée française. Et comme s'il s'agissait des séquences d'un film cinématographique, on a vu en direct, pendant une durée de dix jours, du 31 Mars au 11 avril 2011, le bombardement du palais présidentiel d'Abidjan, effectué par les forces françaises de la Licorne, suivi de l'arrestation de Laurent Gbagbo et son épouse, qui étaient transférés au quartier général d'Alassane Dramane Ouattara et, enfin, envoyés en prison à Korhogo.

5. Séquences des voix africaines contre Sarkozy

Même si l'Afrique ait été condamné à vivre sous la terreur de « l'action négative » de deux formes de néocolonialisme qui la détruisent simultanément, tel qu'on constate à l'heure actuelle, néanmoins, une grande partie de ses hommes et femmes qui sont restés sur place ou ailleurs ont pris conscience de la lutte pour sa libération, une lutte transmise en héritage par le panafricanisme et ses partisans. Lorsque le Front Populaire ivoirien (FPI) dénonçait ce coup d'État électoral perpétré par l'armée française, on allait assister, hors du pays, aux séquences des manifestations contre Sarkozy. Au lendemain de cette agression, une première grande manifestation a eu lieu à Paris, à proximité de la place de l'Étoile, le 12 avril 2011, où des milliers d'Ivoiriens, en portant des grosses pancartes où l'on pouvait lire : « Sarkozy, le diable en personne, Sarkozy, criminel esclavagiste », se sont mis en colère et en opposition radicale avec la recolonisation française. Étant donné les circonstances, il fallait espérer une autre grande manifestation qui a pu rassembler non seulement les Ivoiriens mais aussi les ressortissants d'autres pays africains. Celle-ci s'est déroulée aussi, le 24 avril 2011, à

¹⁷. Stéphanie KONAN, *TWNNews.net*-25/3/2011, p. 1 de 1.

¹⁸. *Foccart parle tome 2, entretiens avec Philippe Gaillard*, ou. ci. p. 273 et 434. Et François-Xavier Verschave, *La Françafrique*, ou. ci. p. 266, 322 et 323.



Paris. À cette occasion, outre les grosses pancartes dénonçant le coup d'État néocolonialiste contre Laurent Gbagbo, on écoutait par l'intermédiaire des haut-parleurs les voix unanimes des manifestants, au rythme de : « ¡Sarkozy, assassin ! Sarkozy, indigne de la France ! ¡En 2012, Sarkozy dehors ! »

C'est à plus forte raison que ces voix qui, détestant l'effroyable malhabile d'un chef d'État pareil, représentaient l'ardeur de leur pays à conquérir la véritable liberté politique, économique et militaire, étaient en train d'expliquer au peuple français des barbaries commises ailleurs par l'arbitraire de son régime. Parallèlement on écoutait des émissions critiques sur les ondes de Cameroonvoice, consacrées spécifiquement à la crise ivoirienne. Presque un mois après, le 21 mai 2011, samedi matin, Alassane Dramane Ouattara, le président proclamé par la Licorne, ayant été investi, à Yamoussoukro, c'était Barak Obama, premier président d'ascendant noir aux États-Unis, l'un des premiers dirigeants occidentaux à lui féliciter. Obama, en travaillant au rythme accéléré par le capitalisme totalitaire ou le totalitarisme capitaliste américain pour dominer les pays en voie de développement, a osé déclarer au Ghana, en trompant le monde noir, que l'Afrique n'a pas besoin de grands hommes, mais de projets, quand il est précisément considéré comme l'un des destructeurs de tous les projets visés au progrès africain. Il faudrait insister à plusieurs reprises dans le fait que, depuis son arrivé à la Maison Blanche, Obama a causé de grands dommages à l'Afrique plus que chacun des présidents blancs américains, en particulier. Aux États-Unis, il est étonnant que la politique entreprise par Obama contre l'Afrique n'ait pas été encore censurée par la communauté noire, à l'exception de la voix du professeur Molefi Kete Asante, du département des Études Africaines de la Tempel University, qui a fait une critique impitoyable de son erreur choquante non seulement en Côte d'Ivoire mais aussi en Libye, où il a été aisément pris au piège par Sarkozy... De son côté, le comité de relations extérieures des États-Unis, dirigé par le sénateur John Kerry, a déclaré que la reconnaissance d'Alassane Ouattara comme vainqueur des élections présidentielles ivoiriennes fondée sur la proclamation frauduleuse d'une commission électorale provisoire contre la décision du Conseil constitutionnel, le seul organisme compétant qui a annoncé la victoire du président sortant Laurent Gbagbo, constitue nettement une violation de la Charte numéro 2 des Nations Unies « qui stipule que chaque pays est souverain »...

Vers le soir du même jour du théâtre néocolonial de Yamoussoukro, dont la scène principale tournait à la farce, des milliers d'Ivoiriens et partisans de Gbagbo ont mené une nouvelle manif à la place de la Bastille, à Paris. D'après l'un des journalistes de l'AFP, *Telédiaspora*-22/5/2011, Zap Krasso, président de la Génération Patriotique de France, une des associations responsables de ce rassemblement, a déclaré que : « Nous dénonçons le caractère de cette investiture qui est pour nous une comédie. Nous ne nous reconnaissons pas dans cette investiture et nous voulons témoigner notre soutien à Laurent Gbagbo que nous considérons toujours comme notre président... C'est une mascarade derrière laquelle se cache la France. » En brandissant des drapeaux de la Côte d'Ivoire et des photographies de Laurent Gbagbo, la foule scandait : « Libérez l'Afrique, libérez la Côte d'Ivoire » et, en suite, prononçait des slogans anti-Sarkozy. Tous ces Africains, malgré la situation affreuse provoquée par cette ingérence invraisemblable, ont démontré leur sens de maturité et de



responsabilité. Une fois encore, le message est aussi dirigé aux Français, parce qu'ils « ont le droit de savoir ce que la République commet en leur nom » comme soutenait François-Xavier Verschave (1945-2005). Celui-ci aura le droit de passer pour l'un des « grands hommes » de la France du XX^{ème} et XXI^{ème} siècles: économiste de formation, chercheur catégorique, écrivain et humaniste, fondateur et directeur de l'association *Survie*, il a su consacrer sa vie à la lutte contre néocolonialisme en Afrique, surtout dans la Françafrique, un domaine où il nous a légué de multiples et brillants ouvrages de référence, tels que : *Complicité de génocide ? La politique de la France au Rwanda* (1994), *Noir silence*(2000), *L'envers de la dette. Criminalité politique et économique au Congo-Brazza et en Angola* (2001) *L'horreur qui nous prend au visage: L'État français et le génocide* (2005), etc.

On sait que les avocats de Laurent Gbagbo en France, MM. Marcel Ceccaldi, Lucie Bourthoumieux et Jean-Charles Tchikaya ont interpellé le secrétaire général des Nations Unies sur les bases juridiques de la détention du président Gbagbo et sur le rôle joué par l'ONU dans l'affaire. À la fois, il a été créé un autre groupe d'avocats, parmi lesquels se trouvent : Guy Labertit ; Pacôme Adjourouvi ; Albert Bourgi ; Christian Mensah ; Marcel Amondji ; Cheikh Oumar Diarra ; Amath Dansokho ; Michel Gay ; Gaston Yaméogo ; Jean Marie Teno ; Francis Kpatindé ; Théophile Kouamou ; Léopold Nkom ; etc., signataires de la Pétition pour la libération de Gbagbo, qui dénoncent l'intervention de la France en Côte d'Ivoire et les tueries perpétrées par les troupes d'Alassane Ouattara et condamnent « la politique guerrière, illégitime et coûteuse, conduite par le président Sarkozy » en Afrique...

Dans un quotidien de la presse locale, *L'Intelligent d'Abidjan*-25/5/2011, la plume de Dosso Villard signale parmi d'autres témoins que, pour Soumahoro Ben N'Faly, président de l'Association pour la protection des consommateurs actifs de Côte d'Ivoire, l'investiture d'Alassane Dramane Ouattara «était un cafouillage total ». À Genève, *Le temps*-25/5/2011, un professeur souligne dans sa correspondance, que le néocolonialisme est « le sens d'une investiture » où « un vrai lèche-bottes », Ouattara, « a besoin de rassurer son mentor », Sarkozy. Dans ce rapport d'asservissement, Ouattara a reçu de son maître l'ordre d'inculper le gouvernement démocratique ivoirien antérieur et d'envoyer Laurent Gbagbo à La Haye, au Pays Bas, où M. Luis Moreno-Ocampo, procureur de la Cour Pénale Internationale (CPI), employant « une pratique judiciaire aussi ahurissante que fantaisiste » guidée naturellement par le commandement de puissances occidentales, a procédé subrepticement à sa déportation, dans la nuit du mardi 29 au mercredi 30 novembre 2011, au centre de détention de Scheveningen. Le détenu, chef d'État légitime de la Côte d'Ivoire, Laurent Gbagbo, a fait une déclaration détaillée aussi du bombardement de sa résidence présidentielle à Abidjan que de son arrestation par les forces françaises de la Licorne, ce qui a fait trembler Sarkozy et son valet Ouattara. Face à cette injustice multiple, les diasporas ivoiriennes et africaines organisèrent, le samedi 10 décembre 2011, une manifestation extraordinaire devant cette Cour Internationale, un événement qui a été suffisamment rapporté par *Ivoirian.Net* du 9/12/2011.

6. Ouattara, démission



D'après l'intensité d'un mouvement international contre cette recolonisation, non seulement Alassane Dramane Ouattara, l'un des plus grands représentants de l'Afrique des marionnettes, doit donner sa démission mais aussi toute l'équipe de son gouvernement. Il sait lui-même qu'il n'a jamais obtenu des suffrages pour occuper le poste de président de la République ivoirienne, au fait, il sait lui-même qu'il a été choisi et poussé par les autorités françaises à détruire la Côte d'Ivoire, à détruire l'Afrique. Le pacte de son opération était révélé par Félix Houphouët-Boigny, avant sa mort. Tout le monde se souvient que celui-ci avait eu plusieurs surnoms, parmi lesquels : « le sage ». Celui qui poserait la question du point de vue critique se rendra compte ensuite que sa sagesse consistait dans le fait qu'il avait *su vendre* la Côte d'Ivoire aux multinationales françaises. Étant à la recherche d'un successeur, quand il se voyait être « au soir » de sa vie, avait fait appeler d'urgence les journalistes pour leur livrer des « quelques informations capitales » concernant son pays, dont le document sera dernièrement publié en trois longues pages. Prêtons seulement attention à ces extraits :

« Mon ambition majeure pour la Côte d'Ivoire, notre beau pays, a toujours été de l'élever au rang de pays fortement industrialisé, doté d'infrastructures modernes qui le rendraient totalement indépendant. C'est pourquoi, je me suis investi à faire de la Côte d'Ivoire un pays économiquement fort, avec le cacao et le café qui font la fierté du pays. Malheureusement, la France et ses alliés vont user de tous les moyens pour arrêter cette noble ambition que j'ai pour mon pays. Ils vont donc former spécialement des jeunes cadres africains, dont Alassane Dramane Ouattara, pour m'assassiner et détruire la Côte d'Ivoire...

En effet, du 11 au 15 janvier 1978, je reçois en visite officielle d'amitié et de travail, le président de la République française d'alors, Valéry Giscard D'Estaing. Je lui ai fait visiter toutes les infrastructures de la Côte d'Ivoire. Ainsi, de retour en France, Valéry fait rassembler le G7 pour décider des procédures de destruction de la Côte d'Ivoire. Car elle pourrait devenir le miroir du monde si rien n'est fait pour l'arrêter dans son évolution. Mais cette décision ne rencontre pas l'adhésion de l'Angleterre qui n'en voyait pas l'utilité. C'est à partir de ce moment que les prix de nos matières premières, en particulier, le café et le cacao vont chuter considérablement, et cela perdure. Mais le G7 ne s'arrête pas à cette seule action, il va multiplier les coups d'Etat contre ma personne.

Mais à partir de 1981, avec l'arrivée de François Mitterrand à la tête de l'État français, les tentatives et les actions de déstabilisation de la Côte d'Ivoire vont beaucoup durcir et s'intensifier. C'est ainsi que François Mitterrand va profiter de l'asile politique du jeune Laurent Gbagbo en France en 1984, pour le persuader d'un coup d'État contre moi. Mais Gbagbo, profondément patriote, refuse de détruire son pays qu'il aime tant. Alors Mitterrand et le G7 vont recruter le jeune Alassane Dramane Ouattara, fonctionnaire au FMI, pour l'action de déstabilisation et de destruction de notre cher pays. Car, connaissant parfaitement les origines burkinabés de celui-ci, ils le sentaient capable d'un tel comportement. Alassane est alors invité en France en 1984 pour expliquer son travail au FMI pour l'Afrique, devant 40 chefs d'État, pendant une conférence de presse.



Comment Alassane est-il arrivé au FMI ?

En effet, de 1973 à 1983, sur intervention du président voltaïque d'alors, Sangoulé Lamizana, je nomme Alassane à BCEAO successivement comme chargé de mission, conseiller spécial du gouverneur, Directeur des études et vice-gouverneur en 1983. En 1982, je demande à mon ministre de l'Économie et des Finances d'alors, Aboulaye Koné de décorer le jeune voltaïque Alassane pour dynamisme au travail. Aussi, le 1^{er} novembre 1984, avec ma bénédiction et mon appui spécial, il est nommé fonctionnaire au FMI. Également, pour lui témoigner toute mon affection, après la mort d'Abdoulaye Fadiga, ex-Gouverneur de la BCEAO... c'était de gaieté de cœur que j'ai nommé Alassane Dramane Ouattara comme Premier ministre de la Côte d'Ivoire.

C'est essentiellement par souci de préservation de la Côte d'Ivoire d'une implosion sociale, à l'avènement du retour au multipartisme en 1990, ainsi sur intervention du G7 et des institutions de Bretton Woods, je nomme d'abord, Alassane comme président du comité interministériel le 18 avril 1990, ensuite comme Premier ministre en novembre 1990.

Mais avant de le nommer comme Premier ministre, Alassane s'engage par écrit à rester en dehors de la politique ivoirienne, en s'occupant uniquement de redresser l'économie, même après ma disparition...¹⁹ »

Il faudrait certainement un autre article pour commenter les extraits des dernières confidences d'Houphouët, ce qui va plus loin de l'objectif de celui-ci. Cependant, on doit reconnaître cette évidence : que les dirigeants apprivoisés de la Françafrique n'ont jamais été capables de se rendre compte du dommage qu'ils ont causé à leurs nations ou à l'Afrique en général. Ainsi, celui qui s'est déclaré ennemi de Kwame Nkrumah et de tous les partisans de sa lutte pour la libération de l'Afrique, celui qui a été l'homme excellent de la France en Afrique²⁰, peut oser dire que la France et le G7 ont multiplié « les coups d'État » contre lui, sans expliquer pourquoi il a été président de la République à vie. Comment pouvait-il croire que la Côte d'Ivoire allait devenir un pays « totalement indépendant » ou « économiquement fort, avec le cacao et le café qui font la fierté du pays », quand, tout au contraire, en tant qu'exploité, son secteur industriel ainsi que le secteur économique sont accaparés par les entreprises et l'économie françaises... ? Les extraits de ses dernières confidences, peut-être de son testament, nous démontrent qu'il a obéi tout ce que les colons et néo-colons français ont lui ordonné. De cette façon, il a dû suivre au jour le jour la voix de ses maîtres pour préparer et promouvoir Alassane Dramane Ouattara, choisi par les locataires de l'Élysée pour détruire la Côte d'Ivoire... Ouattara, le bon gouverneur français envoyé en Côte d'Ivoire pour représenter le néocolonialisme comme ceux qui représentaient le colonialisme, doit démissionner. Tel est le cri poussé par le peuple ivoirien : Ouattara, démission !

¹⁹. « Les dernières confidences d'Houphouët à propos d'Alassane : « Avant de le nommer comme Premier ministre, Alassane s'est engagé par écrit à rester en dehors de la politique ivoirienne », *Hebdomadaire Le Phénix*-25/4/2011, p. 1 de 3 et 2 de 3.

²⁰. Pierre Nandjui, *Houphouët-Boigny. L'homme de la France en Afrique*, L'Harmattan, 1995.



7. Du coup d'État de la Licorne en Côte d'Ivoire au crime contre l'humanité en Libye

Qu'est-ce qu'on peut dire de la guerre en Libye, sinon une escalade de la recolonisation française en Afrique ? Sans doute, c'est la politique dangereuse de la France à travers ce continent qui a provoqué le conflit ivoirien et la guerre en Libye. Dans cette deuxième escalade, elle devait commencer par sonder le terrain par l'intermédiaire de ses agents intellectuels et matériels et tromper le monde entier pour se laisser intoxiquer par la propagande. De prime abord, on trouve Bernard-Henri Levy, l'un des meilleurs représentants de la pensée unidimensionnelle et de « survol » qui règnent en maître actuellement en Occident et défenseur de l'ordre établi par les gouvernements français de la droite et de la gauche, promu excessivement par les médias et quelques lobbies publicitaires. Et par contre, sauf des titres de la propagande idéologique, tel que *La barbarie à visage humain* et autres, et de l'incitation à la guerre, comme *De la guerre*, il se montre éloigné de l'esprit profond et de l'herméneutique proche de nous, bien recommandée par notre contemporain Paul Ricœur, ainsi il ne compte sur aucun ouvrage réellement philosophique. En raison des conclusions hâtives de ses réflexions, il a été accusé par Raymond Aron et autres professeurs universitaires d'avoir « violé toutes les règles d'interprétation honnête et de la méthode historique ». Cette fois, M. Henri Levy lui-même a dévoilé à la presse ses voyages en Libye pour fonder le CNT et encourager les Libyens à s'insurger contre leur régime. Pour collaborer à l'intoxication, au lieu d'aider à la recherche de la vérité qui serait la tâche d'un véritable *ami de la sagesse*, il « avait communiqué au monde entier que Kadhafi utilisait des Noirs venus de l'Afrique noire payés une bouchée de pain », ignorant que la plupart des habitants du Sud du pays est composé « essentiellement de populations Noires qui donc se trouvent à tous les postes de l'administration Libyenne », ignorant que « contrairement à la France, plusieurs ambassadeurs Libyens dans le monde sont des Noirs, des Noirs Libyens ».

En plus de cette aberration, il avait conseillé Sarkozy que la guerre prévue « n'aurait pas duré plus de trois jours, parce que *l'armée de Kadhafi est composée de 300 minables hommes mal équipés.*²¹ » Or ce qui démontre l'absurdité du discours de notre philosophe, c'est que cinq mois après le début du bombardement par toute l'artillerie de l'OTAN et non pas seulement de la France, il n'était pas possible de croire la version officielle où l'on attribuait le déclenchement des massacres au régime de Kadhafi. De même nous avons éprouvé que la riposte judiciaire et diplomatique entreprise par son régime, mettait en évidence « les crimes contre la paix commis par la propagande TV, les crimes de guerre perpétrés par les militaires de l'OTAN, et les crimes contre l'humanité commis par les dirigeants politiques de l'Alliance Atlantique ». Il s'agit de trois catégories de crimes dont les protagonistes étaient non seulement définis mais aussi bien coordonnés... Certains médias français reconnaissaient que la guerre éclatée en Libye était la guerre du président Sarkozy.

²¹. Jea-Paul Pougala, « Les mensonges de la guerre de l'Occident contre la Libye » Le 25 mai 2011, Le Temps-2011-03-30, p. 1 de 1.



Dans cette obsession, *ni celui-ci ni son philosophe des guerres ont été censés calculer que, en se débarrassant de Kadhafi, les hostilités continueraient dans le pays jusqu'à l'infini comme en Irak et que, par conséquent, la situation deviendrait difficile pour tous les côtés.* Sans hésiter, « la France a joué un rôle central dans la préparation de cette guerre en organisant en octobre 2010 une tentative manquée de coup d'État militaire, puis en planifiant avec le Royaume-Uni dès le mois de novembre 2010 le bombardement de la Libye et un débarquement au sol que l'on croyait alors possible, enfin en participant activement aux troubles meurtriers de Benghazi qui aboutirent à la guerre. En outre, la France, plus que toute autre puissance, a déployé des Forces spéciales au sol -certes sans leurs uniformes- et a violé l'embargo sur les armes approvisionnant les insurgés directement ou au moyen d'avions qatariotes. Sans oublier que la France a violé le gel onusien des avoirs libyens, détournant une partie des fabuleuses liquidités du Fond souverain libyen au profit des fantoches du CNT et au détriment du peuple libyen, qui croyait assurer le bien-être de ses enfants une fois le pétrole épuisé.²²»

Il est donc évident que la guerre de Sarkozy était *une intervention militaire décidée de longue date*, dont les étapes ont été bien suivies par les principaux journaux américains et européens, tels que le *New York Times*, le *Guardian*, l'*International Herald Tribune*, *Le Figaro*, *La Stampa*, *Libération*, etc. qui ont successivement indiqué, entre autres idées fondamentales, que les pays occidentaux avaient envoyé des forces spéciales et des agents de la CIA en Libye bien avant l'idée « d'une zone d'exclusion aérienne », que la guerre n'avait « rien à avoir avec la protection des droits humains » et que, enfin, en assurant tout le soutien aux rebelles, les nations occidentales, en particulier les pays de l'OTAN ont marqué un seul but : celui de s'emparer des richesses pétrolières libyennes.²³ S'ils ont servi de cible au partage de ce butin, comme il s'avère indiscutable, interrogeons-nous les véritables causes qui se cachent derrière cette ambition matérialiste et impérialiste. Au cours des dernières décennies, un coup d'œil au théâtre politique africain nous révèle qu'après l'assassinat du révolutionnaire burkinabè, Thomas Sankara, Mouammar Kadhafi est resté le seul dirigeant africain qui, assumant la doctrine nkrumahiste exposée dans *L'Afrique doit s'unir*, avait pris conscience de la réalisation des grands projets d'intérêts communs avec toutes les nations africaines.

L'un de ces projets était la mise en place du premier satellite africain, afin d'assurer la couverture continentale pour la téléphonie, la télévision, la radiodiffusion et d'autres multiples applications, telles que la télématique et l'enseignement à distance. Pour la première fois on pouvait établir une connexion à bas coût entre les pays africains portée jusqu'au dernier village grâce au système par pont radio WMAX. On se souvient qu'en 1992, 45 pays africain se sont rendu compte, au moins, qu'employant le système de communication européenne les montants devenaient chaque fois plus élevés. Ils ont compris que téléphoner *de et vers* l'Afrique est alors le tarif le plus cher au monde, parce qu'il y avait un impôt de 500 millions de dollars, payés annuellement à l'Europe, dus aux conversations téléphoniques

²². Thierry Meyssan, « La Libye et la fin des illusions occidentales », *Voltairenet*, 15/8/2011, p. 1 de 2 et 2 de 2.

²³. Demba Mousa Dembélé, « Libye : réflexions sur une guerre », Dakar, 10 septembre 2011, p. 1, 2, 5 et 6.



même à l'intérieur du même pays africain, pour le transit des voix sur les satellites européens comme Intelsat. Au contraire, un satellite africain coûtait 400 millions de dollars payable une seule fois. C'est ainsi que le Guide de la révolution libyenne, Mouammar Kadhafi, croyant que son pays était en meilleur position, a été le premier à mettre sur la table 300 millions de dollars, la Banque Africaine de Développement a mis 50 millions, la Banque Ouest Africaine de Développement, 27. En conséquence, depuis le 26 décembre 2007 l'Afrique a pu compter sur son premier satellite de communication de son histoire. Sous le soutien technologique de la Chine et de la Russie a permis le lancement de nouveaux satellites, Sud-Africain, Nigérian, Angolais, Algérien et même un deuxième satellite africain es lancé en juillet 2010. Et vers 2020, ont attend le tout premier satellite technologiquement 100% africain, qui sera classé parmi les meilleurs du monde. Enfin, c'est Kadhafi qui a coupé la source de millions de dollars que les pays africains étaient obligés de verser à l'Occident, à cause du néocolonialisme technologique. Le deuxième projet incarnait une triple institution. De même que Kadhafi avait subventionné le premier satellite africain, il avait parrainé ces trois grandes institutions qui devenaient essentielles pour la fédération africaine :

- a) le Fond Monétaire Africain, avec un capital de 42 milliards de dollars, dont le siège serait à Yaoundé, Cameroun ;
- b) la Banque Africaine des Investissements dont le siège serait à Syrte, en Libye et
- c) la Banque Centrale Africaine, avec le siège à Abuja, Nigeria.

Un défi qui affirmerait la véritable identité africaine, dont la finalisation Kadhafi avait destiné 30 milliards de dollars comme contribution libyenne. Ce projet qui apporterait quelque chose de nouveau à l'éventuel développement africain est devenu une déclaration de guerre, une guerre préparée par la CIA et les Services secrets français et exécutée par l'OTAN pour anéantir la Libye. Les bombes éclatantes s'accompagnaient des pillages des fonds libyens, où M. Obama saisit 30 milliards de dollars de la Banque Centrale Libyenne appartenant aux projets phares africains. Étonnamment, M. Obama, le premier président noir américain, se trouve pour la deuxième fois et simultanément au centre de tous les plans qui bouleversent l'Afrique. Et Sarkozy, en tant qu'inspirateur de l'agression contre ce continent, se croyait avoir droit à l'extension sans limites de ses conséquences dévastatrices à toute la population libyenne, parce que, pour lui, le progrès de la triple institution aurait fait obstacle sans précédent au Trésor Français, où tous les pays de la Françafrique sont obligés de déposer 75% de leurs avoirs extérieurs, comme on a déjà expliqué, ce qui aurait à la fois réduit considérablement l'influence de la domination de l'économie française dans la zone.

D'ailleurs, le colonel Kadhafi s'est encore engagé à la création des États Unis d'Afrique au détriment de l'UPM (Union Pour la Méditerranée) et des unions régionales, créées et soutenues par les puissances occidentales. On souvient que l'objectif primordial de l'UPM était de couper l'Afrique du Nord du reste du continent, ce qui a été immédiatement rejeté par le dirigeant libyen, de même qu'il croyait que la CEDEAO (Communauté Économique des États d'Afrique de l'Ouest) s'opposait aux intérêts généraux de l'Unité Africaine. On sait, enfin, que Kadhafi, le seul survivant du panafricanisme qui nous restait au



XXIème siècle, avait soutenu « financièrement et militairement l'ANC dans sa bataille contre l'apartheid. C'est pour cela que à peine libéré de ses 27 ans de prisons, Mandela décide d'aller rompre l'embargo des Nations Unies contre la Libye le 23 octobre 1997.» Dans cette année, le premier président de la République d'Afrique du Sud, Nelson Mandela, arrive en visite officielle à Tripoli, où son homologue, Mouammar Kadhafi, en lui faisant bon accueil, saluait vivement l'inauguration de la nouvelle étape de relation entre Pretoria et Washington, tandis que pour les États-Unis ce rapprochement entre les deux leaders africains ne pouvait être une bonne nouvelle. Ainsi, l'ex président américain Bill Clinton avait taxé cette visite de « malvenue » et Mandela lui rétorqua qu'« Aucun État ne peut s'arroger le rôle de gendarme du monde, et aucun Etat ne peut dicter aux autres ce qu'ils doivent faire » et ajouta : « ceux-là qui hier étaient les amis de nos ennemis, ont aujourd'hui le toupet de me proposer de ne pas visiter mon frère Kadhafi, ils nous conseillent d'être ingrats et d'oublier nos amis d'hier.²⁴ » Cette réponse de Nelson Mandela explique le parcours historique de ce nouveau pays indépendant, dont le monde entier garde la mémoire. Pour l'Occident l'apartheid, proclamé officiellement en 1948, était l'un des régimes les plus amis. En consacrant sa vie à la lutte contre ledit système néfaste et protégé, Nelson Mandela a été non seulement le premier mais aussi le seul président de l'Afrique du Sud qui s'est opposé radicalement au néocolonialisme qui accable son continent. D'après la double morale qui s'empare de l'Occident, que Nietzsche aurait qualifié, au XIXème siècle, de « *la morale du troupeau* » qui proclamait obstinément, inexorablement : « Je suis la morale même; il n'en existe pas d'autre »²⁵, Kadhafi avait commis des « péchés mortels » hors série, dont le répertoire présenté en ANNEXE serait le suivant:

« En 1951, avant l'arrivée de Kadhafi, la Libye était le pays le plus pauvre du monde... mais après quatre décennie de Kadhafi et avant l'invasion de l'OTAN, elle avait le plus haut niveau de vie d'Afrique, le plus haut que la Russie, le Brésil, l'Arabe Saoudite.

- 1 - En Libye l'électricité était gratuite...
- 2 - Être propriétaire d'un logement était un droit de l'humanité...
- 3 - Les jeunes mariés touchaient l'équivalent de 50.000 dollars pour acheter une maison...
- 4 - Tous les prêts bancaires devenaient octroyés avec un 0% d'intérêt conforme à la loi.
- 5 - Kadhafi avait promis une maison à chaque Libyen avant de donner une à son père et il avait soutenu sa promesse...
- 6 - Un 5% seulement des Libyens avant Kadhafi pouvaient lire et écrire...
- 7 - Avec Kadhafi l'éducation devenait gratuite et de qualité et l'alphabétisation de 83%...
- 8 - Le service sanitaire était gratuit et de haute qualité...

²⁴. Jean-Paul Pougala, « Les vraies raisons de la guerre en Libye », Genève, le 28/03/2011, p. 2, 3, 4 et 5 de 12.

²⁵. Friedrich Nietzsche, *Par-delà bien et mal*, Éditions Gallimard, 1971, p. 114.



Afrocentricité Groupe d'influence
Afrocentricity Think Tank

www.afrocentricity.info
info@afrocentricity.info

- 9 - Si les Libyens ne pouvaient pas trouver l'éducation et le service sanitaire pertinent qu'ils avaient besoin, le gouvernement les accordait des fonds nécessaires pour les obtenir en dehors du pays...
- 10 - Le gouvernement payait 50% chaque voiture achetée par un Libyen...
- 11 - Le prix d'un gallon d'essence était de 14 centimes d'un dollar...
- 12 - N'importe quel Libyen qui voulait se consacrer à l'agriculture acquérait gratuitement la terre, une maison, des animaux, des outils de l'agriculture et des graines...
- 13 - Le 1^{er} juillet 2011, 1.7 millions de Libyens protestèrent, à la Place Verte de Tripoli, contre le bombardement de l'OTAN. C'est-à-dire le 95% de la population de Tripoli. La Libye n'a que cinq million d'habitants...
- 14 - La banque centrale libyenne appartenait à la Libye, non pas comme dans le monde occidental où la plupart des banques appartiennent à une organisation de Rothschild...
- 15 - La banque de Libye émet la monnaie sans dette...
- 16 - Kadhafi demandait le remboursement du pétrole en autre monnaie et non pas en dollars. C'était en dinars africains soutenus en or. C'est ça que Sarkozy, le président de la France, a dénommé « un danger pour les finances du monde »...
- 17 - La première activité des rebelles libyens a été la création d'une nouvelle banque centrale, propriété du groupe européen Rothschild. La famille Rothschild est propriétaire de la moitié de la richesse du monde. La nouvelle banque libyenne jette l'argent par les fenêtres, sans soutien, pour le vendre avec des gros intérêts dont les prêts s'avèrent difficiles à payer. Même nos enfants seraient des esclaves de cette dette.
- 18 - Kadhafi n'a pas vendu ses gens aux banques de Rothschild comme l'ont fait Obama aux États-Unis, Sarkozy en France et Cameron au Royaume-Uni. La Libye n'était pas en dette avec quelqu'un...
- 19 - Qui est-ce derrière le bombardement contre la Libye ? Les Libyens avaient beaucoup plus que les citoyens des États-Unis, du Royaume-Uni et de la France, etc. Les Libyens avaient un leader qui veillait à leurs intérêts en dignité et courage et il n'était pas soumis aux intérêts des banquiers...
- 20 - La Libye partageait son trésor avec d'autres pays d'Afrique. Sans la tyrannie des banques de Rothschild, nous tous pouvons vivre libres sur la Terre sans être chargés d'énormes dettes avec des gros intérêts. Les banques et leurs hommes politiques achetés sont en train de rafler annuellement des milliards de dollars, d'euros, de livres... Nous fûmes globalement réduits en esclavage... Désormais la Libye sera réduite en esclavage...



21 - On estime que plus de 30 mille Libyens ont été assassinés par les bombardements de l'OTAN et par les rebelles...

22 - Kadhafi croyait en démocratie directe que l'on trouve dans son *Livre Vert...*²⁶ »

En punition de ces péchés mortels, Kadhafi, qui était l'un des meilleurs amis de l'Occident, est ainsi devenu par miracle l'ennemi numéro 1 à abattre.

8. L'UA bis au service des intérêts occidentaux

Comme l'UA a été méprisée en Côte d'Ivoire, où s'est prosterné devant Sarkozy, dans le cas de l'invasion libyenne par les forces de l'OTAN, elle était condamnée à faire acte de soumission aux maîtres de l'ONU à New York. Depuis sa création en 1948, cette organisation et ses filiales éparpillées au monde entier n'ont fait qu'à suivre les critères des puissances impérialistes et à défendre leurs intérêts. En Afrique, il faudrait toujours rappeler que depuis l'assassinat de Patrice Lumumba, en 1961, la présence onusienne dépose son bilan. Pour le mieux, les pays africains devraient réfléchir sur les conséquences négatives de leur appartenance à cette institution guidée par le libre arbitre du néocolonialisme. Sous cette pression, ces pays néo-colonisés ont voté aveuglement la Résolution 1973, une Résolution qui donna le feu vert à la guerre dans leur sol et contre le projet progressiste de leurs peuples. Ce faisant, la voie d'une solution politique était tout à fait impossible. Néanmoins, ils procédaient à l'inutile protocole de la création d'un comité, où l'on voyait encore le président d'Afrique du Sud, Jacob Zuma et son équipe voyager en Libye assaillie par des bombes des alliés occidentaux. Au fait, c'est la cérémonie habituelle de l'UA au service des intérêts occidentaux. Avec l'assassinat de Kadhafi perpétré le 20 octobre 2011, tous ces projets fondamentaux pour le développement africain qu'il avait poussé s'arrêtent indéfiniment. En plus, la Libye sous la direction du CNT soutenu par l'OTAN et la CIA, deviendra un cauchemar pour la France et pour tout l'Occident.

9. « Le néo-colonialisme est plus dangereux que le colonialisme »

Ce petit exposé se fait l'écho de la voix d'un nouveau mouvement panafricain et patriotique qui réclame la liberté de ses peuples contre l'impérialisme et ses partenaires Africains et exhorte ceux deniers à s'éveiller ! Oui, il est temps de se réveiller ! L'Afrique, berceau de l'humanité et du savoir universel, bafouée par l'esclavage et le vieux colonialisme, ne doit pas commettre l'erreur grossière d'être complice des dévastations continues de ses nations causées par le néocolonialisme... Ni *L'Afrique réponse à Sarkozy*

²⁶. Marcos Jesús Concepción Albala, « Libia y Gaddafi, la verdad que se supone NO debes conocer », "Los 22 pecados de Gaddafi según Marcos Albala", *Newsletter ConfidencialColombia.com* n°. 28. "CAMACOL" www.camacol.org et "FELAP" www.felap.info.



(2008), ni *50 ans après, quelle indépendance pour l'Afrique* (2010) n'ont été diffusés par aucun de nos pays... Je ne sais pas si j'aurai la chance de voir la mère Afrique se libérer de cette domination étrangère et locale qui anéantissent l'espoir de ses habitants, en les opprimant jusqu'aux os. J'ai abandonné mon pays, l'actuelle Guinée Équatoriale, au début octobre 1967, lors de la guerre de Biafra, et jusqu'à aujourd'hui notre continent n'a pas cessé d'être saisi par des guerres et des conflits impérialistes...L'enquête concernant la fameuse guerre de Biafra a révélé plus tard que l'implication du gouvernement du général de Gaulle dans l'affaire avait marqué le but de créer son émirat pétrolier africain, pour fractionner et affaiblir le Nigeria, le pays colossal et anglo-saxon qui pouvait menacer l'équilibre de la Francophonie...

À l'heure actuelle, il est bizarre que ce même pays, le Nigeria, en tant que membre de la CEDEAO, soit l'un des amis soumis aux autres gouvernements français et, évidemment, soumis à celui de Sarkozy. Il est bizarre qu'aucun des autorités nigériennes n'ait pas encore pris conscience de cette politique dangereuse non seulement pour son pays, mais aussi pour tout le continent... Répétons que l'Afrique, l'un des continents le plus riches de notre planète, a été extrêmement appauvri à cause de l'exploitation galopante de ses ressources par les puissances néocolonialistes et leurs représentants autochtones. Ceux-ci et ceux-là agissent suivant la loi de la jungle, où tout est possible. Il faudrait se rapprocher de l'expérience faite par Christine Deviers-Joncour et décrite dans son livre. Au début des années 1990, l'auteure remarque trois Blancs en short kaki à bord d'une Jeep, suivie par une autre voiture, une Mercedes, à l'arrière de laquelle sont installés deux Blancs. Les deux voitures avancent vers le grand et moderne boulevard Omar Bongo, quartier résidentiel des hommes politiques gabonais. Les véhicules tournent à droite, voie Georges-Pompidou, comme si l'on était tout près du centre Pompidou, à Paris, et partent en direction de l'« Aviation », comme on dit d'habitude à Libreville, pour désigner l'aérogare, jusqu'à la piste, où se trouve un avion blanc marqué « République française ». « Le chauffeur se précipite pour ouvrir le coffre. Les deux hommes (ceux de la Mercedes) le rejoignent. Il y a trois grosses valises en toile et cuir brun. Et aussi une mallette, dont se contente l'homme le plus âgé [...]. À l'arrivée, à Villacoublay, il n'y a pas de formalités, pas de police ni de douane. Juste deux voitures attendent. L'une prendra les valises pour aller les porter en lieu sûr L'autre [transportera] le ministre et son conseiller.

Le ministre gardera sûrement la mallette, en souvenir de ce voyage éclair... » Scène somme toute banale, qui ne se passe pas seulement à Libreville, mais aussi à l'identique à Brazzaville, à Abidjan, Lomé, Yaoundé... Parce que, comme l'écrit Christine Deviers-Joncour, « l'Afrique, c'est le paradis du liquide, la tirelire de la Cinquième »²⁷. Pas de mot convenable pour expliquer ce comportement absurde des dirigeants africains et de leurs régimes: on dirait que, pour eux, le plan d'épuisement de sol continental, dessiné par leurs maîtres, doit être accéléré pour renforcer l'activité politique, économie, industrielle et le développement durable de la France et des pays occidentaux.

²⁷. Pierre Péan, *La République des mallettes, enquête sur la principauté française de non-droit*, ou. ci. p. 112-113.



Ainsi nous constatons, par malheur, que la réalité politique africaine n'en est qu'un répertoire du théâtre de marionnettes. Étant donné que ces marionnettes n'ont pas été capables de lutter pour le bien-être de nos peuples, nous encourageons tous ces Africains qui ont élevé la voix contre les interventions militaires de la Licorne en Côte d'Ivoire et de l'OTAN en Libye à consolider cette position pour être toujours sur la brèche et dénoncer constamment l'impérialisme qui, par ses effets destructifs au niveau mondial et surtout en Afrique, nous a déjà confirmé il y a plus de cinquante ans que son étape la plus contemporaine connue sous le nom de néo-colonialisme, «est, pour les pays indépendants, plus dangereux que le colonialisme.²⁸ » Nous faisons appel à nos masses à s'organiser, à se révolter contre l'usurpateur omniprésent et à exiger que leurs leaders prennent la détermination irrévocable de former des gouvernements engagés à la mise en marche, et par leurs propres moyens, des plans d'un développement intégral...Et aux nouvelles générations africaines pour qu'elles assument la responsabilité de reprendre cette lutte contre l'ingérence étrangère et ses établissements locaux, afin d'octroyer à nos États le droit de vivre en paix et en prospérité et de faire place à *la dignité de la mère Afrique*.

10. Le retrait de l'armée d'occupation française !

Jusqu'ici, nous avons bien appris que la Françafrique est un domaine de l'armée et de multinationales françaises, tel qu'il a été déjà constaté depuis 1960, date de l'accès à l'indépendance nominale de la plupart de pays africains, en comptant sur des économies et des politiques manipulées de l'extérieur, étant donné qu'ils entrèrent automatiquement dans le cercle si compliqué du néo-colonialisme qui revêt «des aspects divers. Par exemple, dans le cas extrême, les troupes de la puissance impériale peuvent être stationnées sur un territoire de l'État néo-colonisé et en contrôler son gouvernement.²⁹» À partir de cette orbite téléguidé, essayer d'atteindre l'authentique liberté, c'est difficile à moins qu'on s'engage vraiment à une révolution.

Suivant la structure militaire propre « aux organisations et sociétés secrètes » que Foccart avait imprimé la Communauté Franco-africaine, nous savons que « Depuis les indépendances africaines, l'armée française a effectué une vingtaine d'interventions d'envergure au sud du Sahara (cf. Observatoire permanent de la Coopération française, *Rapport 1995*, Desclée de Brouwer, 1995, p. 123-124) - sans compter les interventions clandestines.³⁰» Les enquêtes ouvertes sur les implications françaises dans les événements considérables qui ont eu lieu en Afrique depuis le réveil du mouvement révolutionnaire et

²⁸. Kwame Nkrumah, *Le consciencisme, philosophie et idéologie pour la décolonisation et le développement, avec une référence particulier à la Révolution africaine*, Payot, Paris, 1964, p. 154.

²⁹. Kwame Nkrumah, *Le néo-colonialisme, dernier stade de l'impérialisme*, Présence Africaine, coll. « Le panafricanisme », 2009, Paris, p. 9.

³⁰. François-Xavier Verschave, *La Françafrique*, p. 17. Et *France-Zaïre-Congo, 1960-1997. Échec aux mercenaires*, Agir ici et Survie/ L'Harmattan, 1997, p. 30-38.



Afrocentricité Groupe d'influence
Afrocentricity Think Tank

www.afrocentricity.info
info@afrocentricity.info

indépendantiste Bamiléké dévoilent tout un répertoire des crimes de divers ordres, dont nous avons eu assez de mémoire: la guerre de Biafra, les renversements de Modibo Keïta, au Mali, de Hamani Diori, au Niger, la restitution du pouvoir de Léon Mbá, à Libreville, le génocide Rwandais, la déstabilisation des Comores... Nous avons signalé les assassinats de Ruben Um Nyobé, au Cameroun, d'Olympio, au Togo, de Sankara, au Burkina Faso. Nous avons bien suivi les coups d'État électoraux de Faure Gnassingbé, au Togo, et d'Ali Bongo, au Gabon. Le monde entier a observé récemment les images de l'intervention des forces de la Licorne en Côte d'Ivoire et de l'OTAN en Libye. Donc, l'armée française stationnée en Afrique est consacrée exclusivement à la défense des intérêts de la France et de l'Occident, au détriment des populations africaines... C'est ainsi qu'une des conditions nécessaires pour mieux veiller au développement africain, c'est le retrait de l'armée française de l'Afrique. Pour se développer, notre continent n'a pas besoin des bases militaires ou des commandos étrangers, tel que le récent constitué, AFRICOM, par les Américains sous la bénédiction du gouvernement d'Obama. Au contraire, les dirigeants Africains doivent s'efforcer de prendre le contrôle de l'exploitation de leurs ressources et de les destinés à la construction de leurs peuples, en déclarant la guerre à la corruption institutionnelle. ENO.

Léon, le 16 mars 2012.

© Eugenio Nkogo Ondó

Site: www.eugenionkogo.es